

Marche des FIERTÉS
Lesbiennes, Gaies, Bi et Trans
Lyon / 20 juin 2009

Départ 14 h av. Verguin
Parc de la Tête d'Or

Cornelia Schneider revient sur la «dépsychiatrisation de la transsexualité» annoncée par le gouvernement.

REGARDS PAGE 2



Nord Pas-de-Calais, Île-de-France, Limousin, Franche-Comté, Paca et Midi-Pyrénées... Échos de la semaine de **campagne du NPA**. RÉGIONALES PAGES 6,7 & 8



La nouvelle campagne de recrutement de l'**Armée de terre** s'affiche dans tous les médias et dans les transports en commun. PARLONS-EN PAGE 11

TOU est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

25 FÉVRIER 2010 | N°44 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

GRÈVE À TOTAL

DU CARBURANT POUR NOS LUTTES!



Mardyck, le 16 février. Le mouvement de grève est parti de la Raffinerie des Flandres. (REUTERS/PASCAL ROSSIGNOL)

Depuis le 17 février, toutes les raffineries du groupe Total sont en grève, en solidarité avec les travailleurs de la Raffinerie des Flandres dont la fermeture est programmée depuis septembre 2009.



Malgré des bénéfices confirmés de près de 8 milliards d'euros pour 2009 (50 milliards sur cinq ans!), Total entend profiter de la «crise» pour restructurer ses activités, notamment le raffinage. La fermeture du site de Mardyck (Nord)

entraînerait 380 suppressions de postes de travail chez Total et 450 chez les sous-traitants. Sans compter les conséquences sur tout le tissu socio-économique d'une région déjà lourdement frappée par le chômage. Cette fermeture n'est qu'un premier pas vers la délocalisation du raffinage dans

des régions à moindres contraintes en matière de salaires, de conditions de travail et d'environnement. Ce que n'avaient pas prévu ces accumulateurs de profits, c'est la riposte des travailleurs.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

NIGER

CONTRE-COUP D'ÉTAT

La **junte** militaire a renversé le président Mamadou Tandja qui avait lui-même réalisé un « coup d'État constitutionnel » à la fin de l'année 2009 pour conserver le pouvoir. Le Conseil suprême pour la restauration de la démocratie mené par le chef d'escadron Salou Djibo a dissout le gouvernement et suspendu la Constitution et a annoncé qu'un Premier ministre serait bientôt nommé. Il s'est octroyé les pleins pouvoirs pendant la période de transition. Reste à savoir si l'armée saura rendre le pouvoir après d'éventuelles élections. LIRE PAGE 9

INDEMNITÉS

OU MAINTIEN DE L'EMPLOI ?

De nombreux conflits sociaux aboutissent à des indemnités de licenciement. Malgré la dignité des travailleurs en lutte, ces victoires laissent parfois un goût amer, car une indemnité ne remplace pas la sauvegarde des emplois et des entreprises. Face à la vénalité des dirigeants, de plus en plus de salariés souhaitent prendre leur entreprise en main. LIRE PAGE 5

BAGNOLET

EXPULSION INDIGNE

Le 10 février, plus de 40 personnes ont été expulsées d'un immeuble appartenant à la mairie de Bagnolet. Cette expulsion est d'autant plus révoltante que la majorité PC-PG-LO de Bagnolet est censée défendre les mal-logés et critique par ailleurs le gouvernement lorsqu'il applique la même politique. LIRE PAGE 3



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)



édito

Par Galia Trépère

ACTIONNAIRES CHOYÉS, SALARIÉS EN COLÈRE

Les grandes entreprises cotées en Bourse publient en ce moment leurs résultats annuels. La vingtaine qui l'ont déjà fait ont engrangé en 2009 plus de 40 milliards d'euros de bénéfices! En pleine crise, la plus grave depuis celle de 1929. En tête du palmarès, le groupe pharmaceutique Sanofi, qui annonce, en même temps que ses 8,4 milliards d'euros de bénéfices, un programme d'économies de 2 milliards qui pourrait se traduire par 3 000 licenciements. Même chose pour Total qui voulait fermer sa raffinerie de Dunkerque. C'était sans compter sur la révolte des travailleurs qui ont appelé à l'extension de la grève sur toutes les raffineries du groupe mais aussi sur celles des autres compagnies pétrolières. BNP-Paribas annonce 5,83 milliards de profits, l'assureur Axa 3,6 milliards, Danone 2 milliards, EDF 3,9 milliards. C'est parce que les dirigeants patronaux ont fait porter tout le poids de leur propre crise sur les travailleurs qu'ils peuvent annoncer aujourd'hui de tels bénéfices. Bien souvent, le chiffre d'affaires et l'activité ont diminué, mais la rentabilité a augmenté. Les salariés qui sont restés en poste après les licenciements ont été soumis à une exploitation accrue, des rythmes de travail encore plus durs. Les actionnaires, eux, seront servis royalement. «Un tiers du CAC40 élève son dividende», titre *Le Figaro*. Et cela alors que près de la moitié de ces sociétés n'ont pas encore fait connaître leurs résultats. Les groupes industriels et financiers appauvrissent les couches populaires et aggravent la misère pendant qu'ils rémunèrent le capital. En restreignant les capacités de consommation et en augmentant les moyens de spéculation, ils alimentent la crise.

Alors, avec les salariés de Total, de Philips, et tous ceux qui luttent contre les licenciements, avec ceux des magasins Ikéa ou d'Arcelor-Mittal à Gandrange en grève pour leurs salaires, avec les enseignants et les aiguilleurs du ciel qui s'opposent aux suppressions de postes et à la privatisation, disons qu'il y en a assez de payer pour l'enrichissement d'une poignée d'actionnaires.

à noter

27 FÉVRIER, MANIF, PARIS.

Manifestation pour la suppression du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, à l'appel de la Semaine anti-coloniale.

Départ à 15 heures de la place de la Bourse (M° Bourse) vers le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

4 MARS, POITIERS. Meeting unitaire avec Yvan Lemaître. RV à 20h30, salle Annexe des Arènes, 11, rue Salvador-Allende.

5 MARS, PROJECTION DÉBAT, SAINT-OUEN-L'AUMÔNE. Projection du film de Camille de Casabianca *C'est parti*, suivi d'un débat avec Omar Slaouti et

François Sabado. RV à 20h30 au cinéma Utopia de Saint-Ouen-l'Aumône.

5 MARS, ROUEN. Meeting avec Christine Poupin et Thierry Martin. RV 20h30 salle Sainte-Croix-des-Pelletiers, 20-22, rue Saint-Croix-des-Pelletiers.

9 MARS, MARSEILLE. Meeting NPA-Alternatifs avec Omar Slaouti.

9 MARS, LILLE. Meeting avec Pascale Montel et Olivier Besancenot. RV à 19 heures à la MEP 1, Place Georges-Lyon.

10 MARS, PARIS. Meeting avec Olivier Besancenot. RV à 20 heures à la Mutualité, 24 rue Saint-Victor (M° Maubert Mutualité).

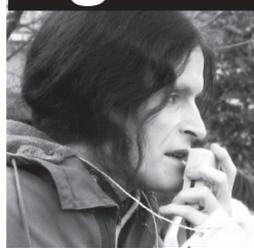
10 MARS, DÉBAT, PARIS. Soirée-débat «*Ils ferment les entreprises et nous jettent dehors*» organisée par le Collectif pour des alternatives solidaires. Avec Robert Nicaise, de la Scop Ceralep, Manu Georget, de la CGT Philips-EGP et Geneviève Talleux, de la Confédération générale des Scop. RV de 18h30 à 22 heures, Bourse du travail, salle Louise-Michel, 3 rue du Château d'Eau, Paris 10° (M° République).

27 MARS, FORUM, MONTPELLIER.

Le Réseau des enseignants du primaire en résistance organise un forum pour une école publique, laïque et populaire, intitulé «*Enfant aujourd'hui, Citoyen demain*», afin d'informer des transformations actuelles de l'école, de débattre de son avenir et de discuter des différentes formes de résistance collective. Les cinq débats auront lieu entre 10 heures et 19 heures, à l'espace Chaptal de l'Hôtel de Ville, et seront en accès libre.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Cornelia Schneider

Propos recueillis par Olivier Neveux

TRANS' UNE FAUSSE AVANCÉE

Cornelia Schneider est co-fondatrice de Support Transgenre Strasbourg (www.sts67.org). Elle revient ici sur l'annonce fortement médiatisée par le ministère de la Santé de la «*dépsychiatisation de la transsexualité*».



Le ministère de la santé vient d'annoncer la «*dépsychiatisation de la transsexualité*». En quoi cela consiste-t-il réellement?

La transidentité¹ (que les psychiatres appellent «*transsexualisme*») est considérée par l'OMS et les États comme une maladie mentale depuis une trentaine d'années, époque où se dessinait la radiation de l'homosexualité de la liste des maladies mentales. Les personnes transidentitaires sont donc actuellement «*psychiatisées*» de force partout, notamment en France. Le ministère de la Santé français vient de dérembourser, en les enlevant d'une liste d'«*affections longue durée*» (ALD) «*mentales*», les soins médicaux qu'il impose aux trans', et de déclarer cela faussement comme une «*dépsychiatisation*» de la transidentité, prétendant satisfaire à une revendication de longue date de la quasi-totalité des trans'.

Il faut savoir que le stigmate de «*malade mentales*» interdit aux trans' l'accès à quasiment tous leurs droits : humains, civiques, sociaux, familiaux, parentaux, sanitaires... À cause de ce stigmate et de ses conséquences en termes de privations de droits, être trans' en France aujourd'hui signifie : pas d'embauche, pas de vie privée, refus éventuel du droit de vote, souvent pas de mariage, souvent un divorce forcé et/ou aucun droit parental/familial, mise sous tutelle médicale, un arbitraire juridique permanent, maltraitances médicales et stérilisation forcée imposées pour commencer à accéder à ses droits constitutionnels, et encore sans garantie. Bref, une vie dans un État de non-droit rappelant un autre âge de sinistre mémoire. Suite à cette décision du ministère, les ALD pour «*transsexualisme*» nouvelles ou à renouveler risquent de ne pas/plus être accordées par la Sécurité sociale, ce qui revient à dérembourser de fait les soins médicaux imposés aux trans' par l'État. Tandis que toutes les discriminations causées par le stigmate de «*malades mentales*» des trans' resteront entières, notamment celles exercées par l'État français lui-même. Il ne s'agit donc pas d'une mesure en faveur des trans', mais au contraire d'une mesure cyniquement transphobe. Ce que confirme le rapport de la Haute Autorité de santé, paru huit jours après ce décret, qui recommande d'imposer aux trans' de graves régressions transphobes, notamment psychiatisantes et sécuritaristes.

Comment expliques-tu cette décision et les réactions, pour certaines favorables, qu'elle suscite?

L'État français perçoit manifestement les trans' comme des éléments subversifs dangereux à son idéologie de ségrégation des genres, qui est un des piliers de son système politique. Il essaie de dépolitiser cette question dérangeante en la pathologisant et médicalisant. Son décret récent intervient après l'émergence, timide mais continue, d'un mouvement de résistance politique trans' français depuis environ cinq ans. Le pouvoir escompte désamorcer notre résistance en semant la désinformation propagandiste et le doute, autant chez les trans' que chez le «*grand public*», qui ignore quasiment tout des trans' suite

à leur invisibilisation et décrédibilisation systématiques. Depuis des décennies, les États font chanter les trans' par la menace «*pas de maladie = pas de remboursement*», qui cherche à escamoter la nature purement politique de la question et rend les trans' responsables de la transphobie des autres. Ce chantage fonctionne hélas chez beaucoup de trans', mais une prise de conscience résistante croissante semble en cours.

Quelles sont les revendications qui te semblent, aujourd'hui, principales?

L'urgence absolue sont la dépathologisation et la démedicalisation entières de la transidentité, en France et partout, afin que tombe le stigmate de «*malades*», mentaux-ales ou non, qui produit et entretient la majorité des discriminations transphobes. Iront obligatoirement avec ceci : le remboursement des soins nécessaires aux trans' au titre de réparation des dégâts causés par un système politique transphobe (et non pas de soins pour cause d'une quelconque «*maladie*»); l'abolition de toutes les discriminations transphobes exercées par l'État (état civil, numéro de Sécu, droits humains, civiques, sociaux, etc.) et produites par lui (médiat, éducation etc). Ces buts primordiaux atteints, les autres discriminations transphobes tomberont vite, et la construction d'une société non-transphobe pourra débuter.

1. Alexandra Augst-Merelle et Stéphanie Nicot, *Changer de sexe. Identités transsexuelles*, le Cavalier bleu, 2006, et Karine Espineira, *La Transidentité. De l'espace médiatique à l'espace public*, l'Harmattan, 2008.

Marche des FIERTÉS
Lesbiennes, Gais, Bi et Trans
Lyon / 20 juin 2009



Respectons la transidentité
Refusons la transphobie

FIERTÉS
Lesbiennes & Gais
www.fierté.net



BAGNOLET UNE EXPULSION INDIGNE

La solidarité s'organise autour des 40 personnes expulsées le 10 février à Bagnolet. Une expulsion d'autant plus intolérable qu'elle est l'œuvre d'une mairie communiste.



Bagnolet, le 20 février. Manifestation de soutien aux expulsés. Bravo la gauche... (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

Le mercredi 10 février à 6 heures, plus de quarante personnes ont été expulsées par la police d'un immeuble appartenant à la mairie au 92 rue Victor-Hugo, à Bagnolet. Elles ont trouvé refuge dans les locaux de la Confédération paysanne après avoir été une seconde fois expulsées d'un gymnase et que les tentes données par le Droit au logement (DAL) eurent été saisies par la police. Qu'une mairie communiste (la majorité municipale est composée du PC, du PG et de LO) expulse des habitants sans s'assurer de leur relogement est indigne des idéaux qu'elle prétend défendre. Qu'elle le fasse en plein hiver, sans donner le temps aux occupants de récupérer le peu de biens qu'ils possédaient, est ignoble. En effet, trois heures après l'intervention de la police, la mairie a envoyé un tracto-

pelle pour détruire l'immeuble, emportant dans les gravats les vêtements, les affaires personnelles et des papiers qui leur manqueront cruellement pour leurs démarches administratives. Dès le lendemain, pour justifier ces méthodes brutales, la municipalité a diffusé dans toutes les boîtes aux lettres de la ville une déclaration précisant que la trêve hivernale ne «s'applique pas aux occupants sans titre», qu'elle accusait par ailleurs d'être responsables du trafic de drogue du quartier. Une autre déclaration est diffusée le vendredi 12 février, irresponsable car essayant de monter les habitants du quartier contre les occupants du squat. Tout en dénonçant la politique du gouvernement en matière de logement social et de stigmatisation des quartiers populaires, la déclaration de la mairie instille son venin en faisant des amalgames dignes de la droite la plus réactionnaire. On peut y

lire que la politique du gouvernement «conduit certaines personnes à s'enfoncer dans la délinquance et à s'affranchir des lois et des usages de vie en société»; ces personnes seraient les expulsés accusés de la vente de trafic de drogue? On y lit encore «notre devoir d'élus... consiste à développer une solidarité active avec tous ceux qui souffrent de la crise, du mal-logement, de la délinquance, y compris dans les zones de non-droit». Faut-il en déduire que les 40 occupants du squat qui sont des familles, des travailleurs avec ou sans papiers ne sont pas des victimes de la crise? Pour le maire de Bagnolet et les élus qui ont accepté cette déclaration, la rue Victor-Hugo serait une zone de non-droit justifiant une intervention musclée. Le Préfet de Sarkozy doit encore en rire! Et «la municipalité rappelle que la véritable question, dont personne ne s'émeut, réside dans l'abandon par le gouvernement d'une politique du loge-

ment social et solidaire...». Le comité de soutien composé d'habitants de Bagnolet, d'associations (DAL, RESF, Attac, Mrap, LDH...), de syndicats (Union solidaire 93, UL CGT, la Confédération paysanne, SnUipp Bagnolet, Snpes-PJJ-FSU), de partis politiques (Bagnolet en Vert, NPA 93, PS 93, LO, Europe Écologie 93...) s'émeut et soutient les expulsés qui subissent la politique de ce gouvernement et de la mairie de Bagnolet. Depuis le 20 février, la mairie a mis un préfabriqué d'une cour d'école à leur disposition, jusqu'à la table ronde qui doit avoir lieu le jeudi 25 février entre la préfecture, la mairie, les expulsés et leurs soutiens. Nous serons jusqu'au bout à leur côté pour obtenir le relogement, une enquête sur la destruction des biens et la régularisation des expulsés sans papiers.

Marie Bartoli

TOTAL

SUITE DE LA PAGE 1

Dès l'annonce du projet de fermeture, les salariés se sont mobilisés, avec des rassemblements au siège de la Défense et à Mardyck. Et, depuis le 15 février, l'heure est à l'élargissement de la mobilisation, d'abord à l'ensemble du groupe puis désormais à l'ensemble de la filière.

La direction de Total n'en démord pas: il s'agit bien de fermer le site, tout de suite, puis, de table ronde en table ronde, de discuter de «l'avenir du raffinage» d'une part et de «l'avenir économique du bassin de Dunkerque» de l'autre. Leur idée consiste à tenir jusqu'à la réunion du Comité central d'entreprise (CCE), prévue pour le 29 mars. Soit après les élections régionales...

Mais, sondages à l'appui, Sarkozy et ses ministres voudraient bien trouver une solution un peu crédible avant les élections. Du coup, même le porte-parole de l'UMP, le roi de l'antisocial, Frédéric Lefebvre, appuie la CGT! Au même moment, Xavier Darcos déclare: «Nous ne voulons pas que ces plans [de sauvegarde de l'emploi] soient utilisés par des entreprises, en bonne santé j'entends, des entreprises qui vont bien [...] pour, avec les indemnités ou avec les baisses de charges qui sont payées par le contribuable, faire partir des seniors. Ce n'est pas acceptable». Dans ces cas, on doit «refuser ces plans», a conclu Darcos, qui affirmait le 16 février sur RMC prévoir «d'interdire des plans sociaux qui s'appuient sur le départ prématuré des seniors» [voir aussi l'article sur Bata page 5]. Du coup, le gouvernement impose à Total de tenir le CCE le 8 mars. Évidemment, promesses gouvernementales, dialogue social et gesticulations patronales ne sont que les plus visibles manœuvres des uns et des autres pour gagner du temps et endormir les salariés.

Il y a douze raffineries en France. Les salariés des six raffineries françaises du groupe Total sont en grève depuis mercredi à l'appel de la CGT et de Solidaires. Les salariés de deux raffineries Exxon Mobil à Port-Jérôme-Gravenchon (Seine-Maritime) et Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) ont d'ores et déjà annoncé qu'ils se mettraient en grève mardi. Les autres raffineries appartiennent à Ineos, Petroplus et Lyondell Basell.

L'enjeu de ce bras de fer est décisif pour tous les travailleurs. Au-delà de l'agitation journalistique sur le risque de pénurie d'essence à l'occasion des congés d'hiver (est-ce bien le rôle du secrétaire général de la CGT d'agiter le chiffon rouge de la pénurie?), c'est la possibilité de gagner sur l'emploi qui est aujourd'hui ouverte. Après la quasi-relaxe des Conti, le désaveu de la direction de Philips par la justice, les «Total» peuvent faire la preuve qu'il est possible de faire reculer l'un des plus grands groupes internationaux, en sauvant l'emploi.

Les salariés de Total montrent la voie. À chaque étape des provocations de la direction, ils ont répondu par l'élargissement de la mobilisation. Leur bataille devient nationale et politique. Préparons-nous à tous nous retrouver à leurs côtés.

Robert Pelletier



(DR)

et aussi

ÉDUCATION : TOUJOURS MOINS DE POSTES, TOUJOURS PLUS DE MANIFESTANTS! Le nombre de manifestants anti-Chatel a plus que doublé, passant de 2 000 le 11 février à 5 000 le 18 février. Si la Seine-Saint-Denis reste le département le plus représenté, des établissements de plus en plus nombreux venus du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine et de Paris sont venus grossir le cortège. L'appel des principales organisations syndicales du primaire en Seine-Saint-Denis a aussi contribué à une plus forte mobilisation des professeurs des écoles que lors des précédentes journées. L'ambiance de la manifestation du 18 février était, colorée, festive et énergique, à l'image de la détermination des enseignants face aux suppressions de postes. Après que le ministère a refusé de recevoir ses représentants, l'Assemblée générale (AG) Île-de-France a renouvelé l'appel à l'extension vers les autres académies et appelé tous les établissements à organiser des AG dès la rentrée. Deux rendez-vous ont été lancés: le mercredi 10 mars, avec les personnels précaires de

l'Éducation nationale, et le vendredi 12 mars, journée de grève nationale avec des manifestations dans toute la France, à l'appel de l'Intersyndicale du second degré. De nombreux participants poussent à reconduire la grève du 12 au 23 mars, journée d'appel unitaire interprofessionnelle sur l'emploi, les salaires et les retraites.

LA POSTE : AU MÉPRIS DU PEUPLE. 2,3 millions de personnes s'étaient prononcées contre le changement de statut de La Poste par le biais de la «votation citoyenne» en octobre dernier. 2,3 millions de personnes dont l'avis n'a pas été pris en compte puisque, à compter du 1^{er} mars, la loi transforme La Poste en société anonyme à capitaux publics. Adoptée le 12 janvier, les opposants à la loi avaient encore le maigre espoir de voir le Conseil constitutionnel remettre en cause ce dossier, mais il n'en a rien été. Le 4 février, il a validé le texte modifiant le statut de La Poste, expliquant que «la loi n'a ni pour objet ni pour effet de transférer au secteur privé La Poste

mais d'en modifier le statut d'établissement public industriel et commercial en société anonyme». Cela dit, le but de cette loi est quand même de faciliter l'adaptation de l'entreprise lors de l'ouverture au 1^{er} janvier 2011 du marché postal à la concurrence européenne... Eh oui, rien (mais vraiment rien!) ne garantit que ce service public ne risque pas dans le futur d'être privatisé par une autre loi! Au contraire, ses effets seront particulièrement néfastes pour la population elle-même, puisque les besoins mêmes des personnes seront niés au profit de logiques commerciales de rentabilité.



RETRAITES, SCV LA JEUNESSE POUR CIBLE

Le gouvernement prévoit deux mesures pour précariser encore plus la jeunesse : la baisse des cotisations pour la retraite des apprentis, et le Service civique volontaire, nouvelle mouture de l'emploi au rabais.

ALORS que le gouvernement annonce pour septembre la réforme du calcul des retraites, un arrêté daté du 22 janvier prévoit de modifier les cotisations des apprentis, en faisant passer le nombre d'heures servant à cotiser pour la retraite de 169 heures de travail par mois aujourd'hui à 151 heures. Cela signifie une perte de deux trimestres de cotisation pour 15% des jeunes apprentis, et une perte d'un trimestre pour encore 15%, soit 30% des jeunes apprentis touchés ! Les cotisations retraites des apprentis ne sont pas calculées sur la base du temps de travail ou du salaire réel touché, mais par rapport à une assiette forfaitaire. Les apprentis touchent un salaire limité entre 14 et 70% du Smic selon leur année d'apprentissage. Par exemple, pour un jeune touchant 14% du Smic, seul 4% du Smic par heure de travail servira à alimenter sa retraite. Avec la réforme prévue, les apprentis perdraient 18 heures de cotisation par mois, alors même que le montant de la cotisation est déjà minime !

Cet arrêté réformant la retraite des apprentis entre en totale contradiction avec les déclarations d'intention du gouvernement de doubler le nombre de jeunes en alternance d'ici 2015. Comment prétendre rendre l'apprentissage attractif et dans le même temps réduire les modestes retraites des apprentis ? Cherchez l'erreur. Cette mesure ferait économiser 70 millions d'euros à l'État, en ponctionnant le salaire différé de la jeunesse laborieuse.

Par ailleurs, la proposition de loi instaurant un Service civique volontaire devait être étudiée en seconde lecture au Sénat, jeudi 25 février. Il s'agit, dans la continuité du méconnu Service civil volontaire, instauré par Chirac en 2006 suite aux révoltes des quartiers populaires, d'enrôler la jeunesse dans des emplois sous-payés, sous couvert de civisme. Les jeunes « volontaires » de 16 à 25 ans bénéficieraient de 540 à 640 euros mensuels, pour 24 heures de travail hebdomadaires. Martin Hirsch annonce qu'une fois la loi adoptée, elle serait appliquée « tout de suite, très vite », sans même attendre les décrets d'application « pour qu'on puisse tout de suite recruter et commencer des missions », c'est-à-dire avant l'été. L'objectif affiché est le recrutement de 10 000 « volontaires » en 2010, 75 000 d'ici 2014.

Les exemples de « missions utiles à la société » avancés sont éloquentes : « donner un coup de main dans une maison de retraite » ; « faire du soutien scolaire » ou encore envoyer de jeunes enseignants en Haïti, comme l'a proposé le 16 février Martin Hirsch ! Alors que la loi Bachelot met en pièce les hôpitaux, et que l'enseignement public est actuellement menacé par des réformes d'une extrême gravité, le Service civique volontaire ne peut avoir qu'un sens : toujours plus de précarité !

Romain Bleibtreu

APPEL À UNE MOBILISATION POPULAIRE !

L'appel massif à la défense du fret met le gouvernement et les institutions européennes face à leurs contradictions : prétendre défendre l'environnement tout en cassant le transport ferroviaire public.

Le Grenelle de l'environnement avait décidé de freiner les projets autoroutiers, sauf ceux qui étaient déjà en cours de réalisation ou pour lesquels les décisions avaient déjà été prises. Au final, poursuite des projets autoroutiers et destruction du transport de marchandises par le rail. Cela s'inscrit dans un contexte où les attaques libérales du gouvernement français et des institutions européennes contre l'ensemble des services publics (santé, éducation, transports, etc.) provoquent de plus en plus rapidement des contradictions insurmontables. Lors de la rencontre nationale du 6 février de Urgence climatique Justice sociale (UCJS), collectif dont fait partie le NPA, un appel pour des mobilisations populaires en défense du fret ferroviaire a été rendu public. Cet appel initié par SUD-Rail a été finalisé avec dix associations et partis politiques dont le NPA. Il pointe les conséquences des politiques concernant le Fret ferroviaire « libéralisé » suite aux décisions prises par les gouvernements européens depuis 1991, par ailleurs en contradiction complète avec les annonces « écologiques » du gouvernement Sarkozy et celles de la direction de la SNCF. Ce dernier, au fil des restructurations, dilue le service public de transport ferroviaire dans une holding (old dingue ?) purement capitaliste.

La politique menée a pour conséquence première la disparition du transport ferroviaire par wagons isolés (jugé non rentable financièrement) qui va encombrer les routes d'encre plus de camions. Une véritable réussite pour le Grenelle de l'environnement ! Mais cela ne risque pas de déranger la SNCF, principal transporteur routier en France avec ses filiales.

Ensuite, cette politique va

supprimer à court terme 5000 emplois de cheminots et mettre une pression supplémentaire sur les agents restants, afin de casser la réglementation du travail applicable et donc dégrader leurs conditions de travail. C'est un des aspects d'un récent rapport de la Cour des comptes qui « dénonce » les rigidités réglementaires qui occasionnent « des surcoûts inacceptables ». La SNCF réfléchit d'ailleurs aux possibilités de transfert de ses agents vers des filiales ou des sociétés privées.

Le dernier exemple en date est la création d'un Opérateur ferroviaire de proximité sur la région Auvergne, avec la disparition de 400 emplois de cheminots qui pourraient être reversés dans une société privée. La direction Marchandises SNCF-Geodis refuse de donner la moindre information aux représentants du personnel sur quoi que ce soit au prétexte du secret commercial.

Enfin, la religion libérale va dégrader encore plus la sécurité des circulations, déjà mise à mal par la séparation de 1997 entre la SNCF et RFF (Réseau ferré de France). De nombreux incidents, mettant en cause des sociétés privées ferroviaires fret, ont déjà été constatés et tus. À ce jour, il n'y a pas encore eu d'accidents graves, heureusement ! Mais la politique du risque calculé à déjà montré sa dangerosité dans d'autres pays (Italie, Angleterre, etc.).

Cet appel conclut que, comme pour tous les services publics, la libéralisation a un coût social : pour la communauté



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ESSA KAMINO)

(transports routiers plus importants donc plus de pollution) et pour les cheminots (suppression de postes et dégradation des conditions de travail), au profit d'une minorité qui, dans ce cas, joue au cheminopoly.

Emparons-nous de cet appel pour mener campagne auprès des salariés et des usagers, et défendons une politique des transports sociale et écologiste.

Jean Massil

et aussi



SOUTIEN AUX SANS-PAPIERS DU 17^e. Samedi 20 février, plus de 600 personnes se sont rassemblées au théâtre l'Européen (Paris 17^e) pour un Cabaret d'urgence en solidarité avec les grévistes sans papiers. Les témoignages d'hommes et femmes sans papiers et de leurs soutiens étaient ponctués par des interventions d'artistes. Les nombreuses associations présentes ont démontré qu'il était possible, en pleine campagne électorale, d'agir ensemble en solidarité avec une des plus importantes luttes ouvrières menées ces dernières années. Alors que le gouvernement criminalise les citoyens indignés par sa politique rétrograde et laisse impuni des violences patronales, les habitants lui ont renvoyé un message fort de solidarité avec les sans-papiers. Le comité unitaire du 17^e lance un appel à toutes les formations et associations pour que se créent de nombreux comités de soutien dans toute l'Île-de-France et en province. C'est en ancrant cette lutte dans la population et les quartiers que tous les sans-papiers pourront gagner leurs droits et leur dignité.

SANS-PAPIERS : CONTRE LA MILICE DES PATRONS ! Le 19 février, les 32 intérimaires sans papiers de l'agence Multipro (Paris 20^e), en grève depuis le 23 octobre (voir *Tout est à nous* n°42), manifestent pacifiquement devant l'un des locaux de l'agence. Ils sont alors attaqués par une vingtaine de nervis casqués en service commandé. Les grévistes et leurs soutiens, dont des personnes âgées, sont insultés, bousculés et frappés. Une militante des Verts, atteinte au coude, est emmenée aux urgences et opérée. Un journaliste est pourchassé. Les plaintes pleuvent, mais une seule personne est arrêtée : un sans-papiers (heureusement relâché sur le champ) ! Depuis quatre mois, l'employeur des grévistes multiplie provocations, mépris, insultes, coupure d'électricité, non-respect des décisions de justice, démantèlement de l'agence. Aux grévistes : « vous n'êtes que des merdes et si je peux vous nuire encore plus, je le ferai ». Voilà où en est le dialogue. Le NPA 20^e dénonce le recours à des milices et prend ainsi acte d'un pas franchi dans l'intensité de la répression patronale.



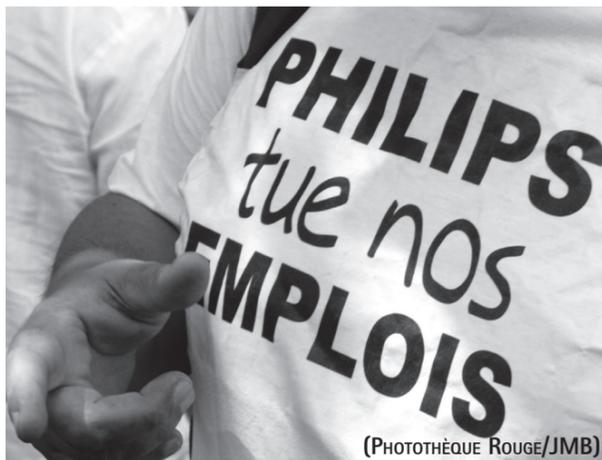
(CORRESPONDANT NPA 20^e)



Nos emplois, pas leurs profits!

PHILIPS DREUX: LES SALARIÉS SAVOURENT LEUR VICTOIRE.

Après une semaine de lockout, les salariés de Philips Dreux (Eure-et-Loire) ont, lundi matin, retrouvé leurs postes de travail. À 5 h 30, l'équipe du matin est entrée sur le site dans une ambiance de fête. La direction avait renvoyé la plupart des vigiles et ceux qui restaient se faisaient, comme la direction, discrets. 117 téléviseurs sont sortis des chaînes de montage dans la journée. La sortie de l'équipe du matin à 12 h 30 s'est faite dans la même ambiance. Tous les stocks ont été écoulés. Le problème est maintenant de réapprovisionner. Pour les élus du personnel, la réunion du CCE prévue vendredi 26 février est inutile tant que la direction maintient son projet de fermeture. La direction n'a pas renoncé à fermer le site. Nous avons gagné une bataille, il s'agit maintenant de pérenniser nos emplois sur le site. Seule une lutte d'ensemble peut l'imposer. Construire les liens avec les salariés des autres entreprises menacés de licenciements ou de suppressions d'emplois et faire converger les luttes sont les tâches qui nous attendent dans les jours et semaines qui viennent.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

MARBOT-BATA UN BEAU COMBAT

LE 6 FÉVRIER,

les salariés de Neuvic (Dordogne) ont rencontré le ministre du Travail, Xavier Darcos, à la préfecture de Périgueux. Ils étaient soutenus par un rassemblement d'une centaine de syndicalistes. Darcos leur a promis une revitalisation de la vallée de l'Isle, avec deux millions d'euros débloqués par l'État et un nouveau plan social avec de véritables offres de reclassement, dans le cadre de la réunion d'un comité d'entreprise exceptionnel. Des offres de postes de caissières devraient leur être faites dans l'Intermarché de Montpon. Ce qui signifie malheureusement des CDD à temps partiel, soit un statut de travailleur pauvre. Par ailleurs, une boîte locale devrait recruter d'anciens salariés de Bata, mais on ignore encore sous quel statut et à quelles conditions. Il s'agit d'un progrès incontestable, au regard du premier plan social misérable qui leur avait été proposé.

Pendant des décennies, les salariés de l'entreprise Marbot-Bata ont fabriqué des Rangers pour le ministère de la Défense. Mais la décision de Morin de confier le contrat des chaussures de l'armée à une entreprise allemande (en réalité, une simple boîte aux lettres, les chaussures étant fabriquées en Roumanie ou au Maroc), a précipité la fin de l'entreprise Marbot à Neuvic. Résultat: en septembre 2009, tous les salariés (dont beaucoup de femmes) sont licenciés.

Un premier plan social proposait aux salariées trois heures de ménage à Paris ou un CDD de vingt heures à Montpellier, alors qu'elles ont toutes des logements achetés à crédit à Neuvic.

Le 17 décembre, le tribunal annule le plan social, en raison de l'insuffisance des offres de reclassement. Les salariés se battent de toutes leurs forces. Deux syndicats sont de la partie: la CFTC, avec Annette Royez, «meneuse» de cette lutte; et la CGT, dont un ancien responsable de la boîte.

Le «succès» de la rencontre avec Darcos n'a d'autre origine que le fait que celui-ci se présente aux élections régionales contre le socialiste Rousset, et qu'il veut faire croire aux électeurs qu'il a la fibre sociale! Ce qui, venant d'un ancien maire de Périgueux qui n'a jamais rien fait en matière d'emploi pour sa ville, d'un ancien ministre de l'Éducation nationale qui a jeté dans la rue des milliers de jeunes, avec son projet de masterisation, d'un ministre du Travail qui œuvre, sans complexe, à l'allongement de la durée des cotisations pour bénéficier d'une pension de retraite à taux plein est, évidemment, difficile à croire!

Même avec ce nouveau plan, on est encore loin du compte: à savoir un contrat à durée indéterminée, à qualifications égales et à durée de travail égale.

Les combats pour la défense de l'emploi sont très difficiles à mener, et encore plus en Dordogne, un département profondément sinistré. Dans ce contexte, les avancées obtenues par la seule mobilisation très courageuse des salariés de Neuvic sont plus qu'appréciables. Il faut donc suivre de près et soutenir sans nuance le très beau combat syndical des Marbot-Bata: ils le méritent!

Brigitte Pascal (commission précarité du NPA)

CONFLITS SOCIAUX MAINTIEN DE L'EMPLOI OU INDEMNITÉS?

De nombreux conflits sociaux se soldent par des revendications d'indemnités de licenciement, mettant de côté la question essentielle du maintien des emplois.

Un grand nombre de conflits à l'occasion de l'annonce de licenciements ou de fermetures d'entreprises se sont organisés autour de la revendication de primes supra-légales de licenciement. Cela a occasionné des discussions dans les organisations syndicales et les partis se réclamant de l'anticapitalisme. En effet, ces revendications, appuyées sur des actions souvent radicales, comme la séquestration de la direction, conduiraient à mettre de côté l'objectif du maintien de l'emploi. Il faut rappeler dans un premier temps que les indemnités prévues par le Code du travail sont absolument dérisoires. Rien n'oblige un patron à verser plus que ce qui est prévu, c'est-à-dire quatre mois de salaires pour 25 ans d'ancienneté! Face à ce mépris, ces conflits sont avant tout des réactions de fierté et une volonté de «récupérer» une partie de ce qu'a volé le patronat au cours de toutes ces années de labeur. Et, dans les meilleurs cas, une somme d'argent suffisante pour tenir le coup en attendant de retrouver un emploi. On peut bien sûr critiquer ces luttes parce qu'elles se placent sur un terrain monétaire et n'avancent pas d'alternative à la question de l'emploi. Mais c'est bien l'absence d'alternative globale, à l'échelle nationale, voire européenne, qui oblige les travailleurs à lutter sur cette base. La plupart des salariés sont conscients du fait que la question de l'emploi ne peut se résoudre à l'échelle d'une entreprise, d'une ville ou d'une région. Mais faute de perspectives plus larges, il s'agit dans ces situations de ne pas se faire complètement gruger.

Il existe pourtant quelques exemples de luttes qui ont réussi à faire reculer le patronat: Ford à Bordeaux, la SBFM à Lorient, Wagon à Douai...

C'est sur ces acquis que peuvent s'appuyer les luttes en cours, chez Philips, Goodyear ou Total. À aucun moment, les directions des confédérations syndicales ne se sont appuyées sur ces victoires pour aller vers une coordination, une généralisation des batailles. La CGT par exemple se concentre sur l'obtention de droits nouveaux pour les salariés et des États généraux de l'industrie, tout en continuant à rencontrer le gouvernement pour élaborer des calendriers de négociations. Cette politique revient à laisser les mains libres aux licenciements et à leurs collaborateurs. Elle conduit un certain nombre de salariés à se poser la question de la

INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT

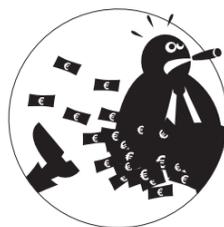


reprise de leur entreprise. Ils tentent de mettre en place des sociétés coopératives de production (Scop), afin de se donner les moyens de garder un emploi. Face à la cupidité et parfois l'incompétence, il apparaît possible que la gestion d'une entreprise par les salariés eux-mêmes soit tout à la fois plus efficace et profondément humaine. Mais cette forme d'auto-gestion peut conduire rapidement à s'imposer des conditions de travail plus dures, des cadences plus soutenues et des principes de gestion qui diffèrent peu des autres entreprises.

Dans cette situation contradictoire, il faut s'appuyer sur l'ensemble des luttes en cours pour mettre à l'ordre du jour la sortie du capitalisme et de son système d'exploitation quotidienne. Pour surmonter les premiers obstacles, le NPA met toute son énergie pour soutenir la convergence des entreprises en lutte. Cette unité pratique est une nécessité vitale pour poser la question de l'emploi à l'échelle de l'ensemble de la société. Et elle doit permettre, face à l'orientation de «dialogue social» développée par la plupart des

directions syndicales, de préparer le nécessaire affrontement avec le patronat pour lui arracher le contrôle de l'économie et de nos vies. Face au gaspillage capitaliste, elle pose la question de la nationalisation des entreprises en difficulté, mais sous le contrôle des salariés. Qu'il s'agisse de Total, de Sanofi ou de l'automobile, des plus petites au plus grosses boîtes, pas un salarié ne doit se retrouver à la porte. Ce processus d'expropriation des capitalistes doit être le prélude à la réorganisation de l'économie pour la satisfaction des besoins sociaux et écologiques!

Henri Clément



TOUT CHANGER

Provence-Alpes-Côte d'Azur



RASSEMBLÉS DANS LES LUTTES UNIS POUR AGIR

LE PS À LA MANŒUVRE

Les associations, ciment des solidarités dans les classes populaires ou simple courroie de transmission au service des pouvoirs publics? Le PS a une nouvelle fois fait son choix à Aix-en-Provence en retirant les 50000 euros de subventions que recevait chaque année l'association CLCV d'Aix (Consommation, logement et cadre de vie). À l'origine de cette décision des conseils général et régional

(dirigés par Guerini et Vauzelle, tout deux au PS), le choix de la présidente de l'association, Nathalie Leconte (PCF), de conduire la liste unitaire anticapitaliste (NPA, PCF, PG) «Aix à Gauche» aux dernières municipales partielles, il y a un peu moins d'un an. En effet, tandis que le PS d'Alexandre Medvedovsky partait avec le Modem, rompant ainsi l'ancienne «Union de la gauche», le PCF et Nathalie faisaient le

choix de construire à nos côtés une gauche de combat, anticapitaliste et écologiste, indépendante du social-libéralisme. Apparemment, «Medve» n'a pas vraiment apprécié que la gauche relève la tête sans lui. Les rumeurs de pratiques douteuses de sa part semblent donc se confirmer puisque dès le lendemain des élections, de premières menaces à l'encontre de l'association ont commencé à être entendues.

Aujourd'hui, le CLCV a dû licencier l'ensemble de ses salariés et ne tourne plus que grâce au bénévolat de quelques retraités. Du côté des quartiers populaires, c'est un outil de résistance qui s'appête à disparaître. Face aux expulsions, le CLCV a toujours été un acteur important des luttes pour la rénovation et le relogement de dizaines de locataires. Résister aux politiques urbaines et «sociales» désastreuses de l'UMP au pouvoir était la raison d'être de l'association et de ses salariés et bénévoles. Du côté du PS, plutôt que de

résister et de faire de la politique, on s'occupe à régler ses comptes, au détriment de la population. Alors qu'André Guinde parle d'«égarement» de ses anciens alliés politiques et que Medve qualifie le CLCV «d'amicale de locataires», c'est toute la gauche de combat, des militants, des habitants, des bénévoles qui étaient présents à la conférence de presse de l'association. Nathalie Leconte y a fustigé l'action des sociaux-libéraux, qui infligent une double peine aux habitants: accompagner le capitalisme et détruire les résistances.

Entre le CLCV et des dizaines d'autres associations qui peinent au quotidien, tel que Radio Zinzine, radio militante associative locale, qui galère depuis plusieurs mois faute de subventions et à qui le conseil général veut retirer l'attribution de ses locaux², la gauche associative aixoise est bien mal en point. Dans les semaines et mois à venir, nous resterons solidaires de cette association, qui comme des dizaines

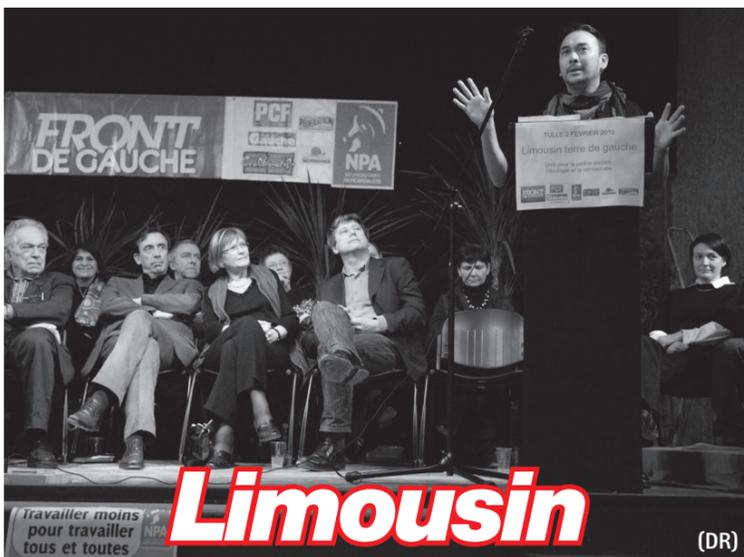
d'autres, subit au quotidien les pressions des politiques publiques, butte contre les choix manichéens entre dépendance et subventions. Nous serons «rassemblés dans les luttes et unis pour agir» comme le disait notre slogan de campagne. Cette unité électorale que nous avons conclue, nous continuerons à lui donner une réalité dans les luttes locales. Mais avant tout, ce n'est que par la solidarité et l'action des habitants du quartier eux-mêmes que le CLCV pourra sortir la tête de l'eau, faire plier le PS pour ensuite résister face aux dégâts du capitalisme libéral. Dès la fin de la conférence de presse, plusieurs camarades du NPA ont d'ores et déjà commencé par adhérer à l'association, un premier soutien qui en appelle d'autres!

1. La Provence, dimanche 14 février 2010
2. Une pétition réunissant 3000 personnes a permis à la radio libre d'avoir six mois de sursis, mais ils ont encore besoin de nous: www.radiozinzineaix.org

Midi-Pyrénées

MEETING JEUNES À TOULOUSE
«Notre avenir est en crise: luttons et organisons-nous pour renverser le capitalisme!»

Le vendredi 12 février, le secteur jeune toulousain organisait un meeting dans le cadre des élections régionales et de la campagne sur l'emploi. Malgré le froid, une grosse cinquantaine d'étudiants, de jeunes chômeurs, de précaires, de lycéens se sont retrouvés pour débattre de la situation politique et sociale, avec un gouvernement à l'offensive et une crise qui touche plus particulièrement la jeunesse. Avec la crise, le taux de chômage chez les jeunes des 18-25 ans a atteint 23,50%. En 2008, les postes d'intérimaires étaient occupés à 48% par des jeunes de moins de 25 ans. Ce n'est pas un hasard si les jeunes sont touchés violemment par la crise. Dans ce système, ils sont utilisés comme une variable d'ajustement. Le gouvernement crée des contrats précaires spécifiques pour les jeunes, et ce sont ces emplois qui sont les premiers à être supprimés lorsqu'il faut que le patronat maintienne ses profits. Avec les réformes de l'éducation, le gouvernement veut faire des économies sur le dos des services publics, faire de l'éducation un marché jeu, mais son objectif est là aussi de faire baisser le coût du travail en formant une main-d'œuvre moins chère et plus précaire. Des milliers de postes sont supprimés dans les collèges et les lycées, les facs sont mises en concurrence, les BEP disparaissent brutalement... L'objectif du gouvernement est bien de casser les diplômes, de former d'un côté une élite, de l'autre une majorité de jeunes prêts à rentrer sur le marché du travail avec le moins possible de garanties collectives!



Limousin

LIMOUSIN TERRE DE GAUCHE

Ici, pas la queue d'un Georges Frêche et pourtant une liste alliant NPA, PCF, PG, FASE, Alternatifs et décroissants a vu le jour et mène une campagne offensive. Des points de clivage auraient pu favoriser des listes concurrentes: présence dans l'ancienne mandature de six élus PCF et proposition du PS de les reconduire dès le premier tour; dossiers «chauds» comme

la LGV (ligne grande vitesse dont la région devrait payer une part importante au détriment de la ligne traditionnelle Paris-Orléans-Limoges-Toulouse); subventions aux entreprises (comme «l'avance remboursable» à la société Sonas et sa polémique entre le président de région PS Denanot et Besancenot) et enfin l'épineuse question du rapport à l'exécutif. La base de l'accord conclu

d'après des discussions longues et «musclées», tient d'abord à la volonté de la base militante des différentes organisations. Quand la grande majorité des cadres et des élu-e-s sortants du PCF voulaient renouveler l'accord avec le PS, c'est plus de 80% de ses militants qui se prononçaient pour des listes autonomes, démonstration que la rupture avec une cogestion socialiste «pieds et mains liés» est définitivement actée. Même son de cloche au NPA, lors du débat sur les régionales, la position qui prônait de ne pas faire de la question du second tour et de l'exécutif un préalable à la discussion unitaire, est votée de manière majoritaire. Comme le souligne la chartre conclue entre les différentes

organisations: «Notre accord politique s'avérera alors possible, étant entendu que si des points de désaccord se manifestent entre les composantes de la liste (...), ils pourront se traduire par des votes différents. La liberté de vote pour chaque formation et chaque élu est un principe reconnu et admis.» Sur l'ensemble des points du programme, c'est une véritable cohérence qui a été le fil rouge de la construction unitaire. Avec des avancées de chaque côté pour «ne pas faire manger leur chapeau» aux élus sortants et prendre acte que la situation sociale et politique nécessite une véritable rupture. Restait à donner une image équilibrée à cette liste et c'est un partage des têtes de listes qui a été opéré (PCF en Haute-Vienne, PG en Creuse, NPA en Corrèze). La tête de liste régionale revenant au PCF. Pourquoi ce qui s'est fait ici n'a pas été possible ailleurs? La question reste d'actualité et c'est timidement que chaque composante au niveau national soutient cette liste atypique. Pourtant, deux meetings se sont déjà dérou-

lés en terre limousine, le premier à Tulle avec Buffet (PC), Coquerel (PG) et Nguyen (NPA) et le second à Guéret avec Mélenchon (PG), Bessac (PC) et... Nguyen. Un troisième meeting clôturera la campagne à Limoges, avec Grond (NPA), Wurtz (PC) et Billard (PG). Outre ces moments phares, c'est une véritable campagne de terrain alliant tractage commun et réunions décentralisées, coordonnés par l'ensemble des composantes. Même si le programme n'est pas «assez rouge» pour certains, si la perte d'influence électorale est synonyme de recul pour d'autres, il faut remettre un peu d'humain dans cette affaire. Le constat est sans appel: confrontation de différentes histoires et cultures politiques, respect commun et un objectif partagé, redonner l'espoir, changer les rapports de forces et proposer une alternative au capitalisme. C'est une aventure où des termes comme solidarité et fraternité reprennent des couleurs: des couleurs rouge vif et vert foncé!

les 2010

RIEN LÂCHER!

Nord-Pas-de-Calais



(DR)

UNE CAMPAGNE DE TERRAIN

Déjà deux semaines de campagne pour les 25 comités du NPA dans la région. Une campagne sur le terrain, à la porte des entreprises, sur les marchés, dans les quartiers populaires, au cœur des luttes.

C'est bien sûr l'occupation de la raffinerie de Total qui marque la campagne. Le sentiment général est que cette lutte peut changer le climat de fatalité et de résignation ressenti par de nombreux travailleurs en butte aux plans de licenciements ou au chômage partiel qui repart de plus belle. Au cours de porte à porte ou sur les marchés, l'espoir de nombreux salariés rencontrés est que la grève tienne bon, qu'elle paralyse le pays, qu'elle soit un levier pour la convergence des luttes. Les visites sur le site de la raffinerie des Flandres de militants du NPA et de notre tête de liste Pascale Montel participent de l'élan de solidarité qui s'est développé depuis le début de la lutte.

À tel point que la liste Modem, pour exister, appelle à boycotter Total en multi-

pliant les interventions dans les stations-service du groupe! Autre signe que la question sociale s'invite enfin de plain pied dans la campagne, le succès de la manifestation à Valenciennes, le samedi 20 février, contre la fermeture de la gare de triage de Somain où 400 emplois sont menacés et qui a regroupé un millier de personnes.

Autant d'occasions de développer notre plan d'urgence, la nécessité d'interdire les licenciements, le refus de payer la crise du capitalisme. L'occasion pour nos candidats d'être les porte-voix de ces exigences, celles de luttes qui seules peuvent changer la vie des classes populaires.

Sur le littoral, l'acharnement de l'État contre les migrants qui voient leurs campements de fortune régulièrement détruits par la police cristallise la résistance contre la politique de Besson/Sarkozy. L'action des militants du réseau No Border, dans lequel des militants du NPA sont engagés, pour mettre à la disposition des migrants un hangar afin qu'ils soient à l'abri des intempéries et du

harcèlement policier quotidien, participe au climat de résistance à la politique réactionnaire du gouvernement.

100 000 tracts diffusés, une vingtaine de réunions publiques prévues, un affichage dynamique, la campagne est lancée. Partout, l'écho rencontré est très positif. Et même si les réunions publiques qui se sont tenues ont jusqu'à présent attiré peu de monde, les contacts sont chaleureux et sont l'occasion de poursuivre l'implantation du parti, notamment dans des villes nouvelles. Déjà une vingtaine de demandes d'adhésion ont été reçues. Signe que notre campagne exprime la nécessité d'une politique de défense des intérêts des classes populaires, une politique de rupture anticapitaliste pour ne pas faire les frais de la faillite du capitalisme, une politique de rupture contre la politique réactionnaire et antisociale de Sarkozy et l'accompagnement du système proposé par le PS.

LA FRANCHE-COMTÉ C'EST LA CAMPAGNE...

La Franche-Comté, petite région métropolitaine, c'est déjà la campagne... Aussi les questions de l'aménagement du territoire, de la politique agricole, des services publics, en milieu rural comme dans les secteurs urbains nous mobilisent particulièrement. Mais c'est aussi une actualité sociale importante, avec la filière automobile - donneurs d'ordre et équipementiers - qui concerne un emploi sur quatre. Il y a eu des débrayages récents à Peugeot Sochaux, et aussi des luttes qui se multiplient cette dernière semaine dans des petites ou moyennes entreprises, ou encore dans des services publics (chauffeurs de bus, cheminots, pompiers...). Partout les conditions de travail se dégradent de façon scandaleuse, tandis que les patrons comme celui de PSA maquillent leurs bénéfices pour mieux expliquer aux salariés que c'est encore à eux de se serrer la ceinture! Des actions du NPA en direction de la filière automobile sont prévues à l'occasion de la campagne des régionales. Le taux de chômage a doublé dans certains secteurs comme la zone frontalière avec la Suisse, une diffusion de tracts à la frontière avec l'aide de nos camarades helvètes devrait être organisée. Notre liste « Pour une gauche anticapitaliste et écologiste »



(DR)

se positionne donc résolument comme une gauche de combat dans une campagne pour les élections régionales où s'affrontent la droite avec Alain Joyandet, secrétaire d'État de Sarkozy et avatar «bling bling» de son patron élyséen, et la présidente PS sortante qui ne propose rien d'autre que de continuer sa gestion d'accompagnement des privatisations et des grands projets type pôle de compétitivité ou ligne LGV. Alors que ce sont au bas mot 4 milliards d'euros qu'il faudrait dépenser pour la branche Sud de la LGV Rhin-Rhône, nous opposons notre revendication du développement massif des transports en commun de proximité et leur gratuité. Un collectif d'associations s'est constitué sur tout le tracé de la LGV et appelle à « ne pas porter une seule voir sur les listes qui sont pour la LGV » dans ces élections. Il faut dire que

cela équivaudrait à détruire des centaines d'hectares de forêts et terres agricoles sans résoudre les problèmes de transports des travailleurs, des étudiants et des retraités. C'est pourquoi nous serons fortement présents dans les gares et les TER dans les jours qui viennent pour faire entendre nos propositions radicales, sociales et écologistes.

Suite à l'échec des discussions unitaires (le PCF de Franche-Comté ayant déserté les réunions en appelant à une liste sans le NPA et le PG ayant « laissé » la tête de liste au PCF...), nous avons constitué une liste intégrant à la fois des militants se réclamant de la décroissance - dont une agricultrice bio - et d'anciens militants communistes. Ces derniers ont expliqué publiquement pourquoi ils faisaient le choix de la liste ouverte du NPA.

Franche-Comté

COMMUNIQUÉ DE LA LISTE AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES « POUR UNE ALTERNATIVE À GAUCHE, ANTICAPITALISTE, ÉCOLOGISTE ET FÉMINISTE »



(DR)

Gilles Suze, tête de liste en Charente-Maritime pour notre liste aux régionales, est décédé lundi après-midi 15 février d'une crise cardiaque. Depuis des mois, Gilles s'était donné à fond. Il voulait construire pour les élections régionales une seule liste unitaire, du PCF au NPA. Finalement ce grand rassemblement ne s'est pas réalisé. Loin de se décourager, Gilles s'employa alors à ce que son parti, le NPA, ne parte pas seul en campagne. Notre liste, qui regroupe les Alternatifs, la FASE et le NPA, est pour beaucoup le fruit de sa détermination à construire l'unité. Et voilà qu'il la quitte, qu'il nous quitte juste après le dépôt des listes. Gilles savait faire preuve de conviction, de sens politique et d'acharnement à construire l'unité. C'était notre porte-parole et il va énormément nous manquer durant la campagne et même après. Nous sommes choqués mais résolu à lui rendre hommage en allant jusqu'au bout de cette campagne.

Nous présentons nos condoléances très émues à sa compagne et à son fils; nous les assurons de notre soutien durant cette terrible épreuve.

agenda

VENDREDI 26 FÉVRIER, DREUX. Rejoignez-nous à 18 heures salle du foyer Saint Jean, 17, rue Saint-Jean.

LUNDI 1^{er} MARS, VÉNISSIEUX. Meeting avec Myriam Combet et Olivier Besancenot. RV à 20 heures, salle Irène Joliot-Curie, 68 bd Joliot-Curie.

LUNDI 1^{er} MARS, LA CIOTAT. Réunion publique de la liste « La gauche 100% sociale et écologiste ». RV à 18h30 - Salle Saint-Marceau.

LUNDI 1^{er} MARS, BRIOUDE. Réunion publique de « La gauche 100% sociale et écologique ». Avec Christine Chevalier du NPA, tête de liste en Haute-Loire et Alain Laffont, élu municipal NPA à Clermont, tête de liste régionale. RV à 20 heures, rue de l'Instruction, à côté de la place du Postel.

MARDI 2 MARS, LORIENT. Meeting avec Laurence de Bouard, Olivier Besancenot et Christian Sunt. RV à 20h30, salle Cosmao Dumanoir.

MARDI 2 MARS, CAEN. Meeting unitaire avec Pierre-François Grond.

MERCREDI 3 MARS MONISTROL-SUR-LOIRE. Réunion publique de « La gauche 100 % sociale et écologique ». Avec Christine Chevalier NPA tête de liste en Haute-Loire. RV à 20h30, salle du Château.

MERCREDI 3 MARS CLICHY-LA-GARENNE. Réunion publique avec Armelle Pertus. RV à 19h30, école Victor-Hugo, 17 rue d'Alsace.

JEUDI 4 MARS, ÉVRY. Meeting avec Olivier Besancenot et Francis Couvidat. RV à 20 heures, salle Bexley, rue Montespan.

JEUDI 4 MARS, POITIERS. Meeting unitaire avec Yvan Lemaître. RV à 20h30, salle Annexe des Arènes, 11, rue Salvador-Allende.

JEUDI 4 MARS, DRANCY. Réunion publique avec Cathy Billard. RV à 20 heures, rue Petieu, salon Roger Petieu. (à côté de la piscine en centre-ville).

VENDREDI 5 MARS, ROUEN. Meeting avec Christine Poupin et Thierry Martin. RV à 20h30 salle Sainte-Croix-des-Pelletiers, 20-22, rue Saint-Croix-des-Pelletiers.

VENDREDI 5 MARS, CREIL. Meeting avec Sylvain Desbureaux. RV à 20 heures au centre des Rencontres, salle 2.

VENDREDI 5 MARS, PÉRIGUEUX. Meeting départemental avec Philippe Poutou tête de liste régionale. RV à 20h30 salle Grasset de l'Odyssée/NTP.

SAMEDI 6 MARS, SAVIGNY-LE-TEMPLE. Meeting avec Olivier Besancenot et Coralie Wawrzyniak.

SAMEDI 6 MARS, MULHOUSE. Meeting avec Olivier Besancenot. RV à 20h30, centre culturel Pax, 54, rue de Soultz (quartier Bourtwiller).

MARDI 9 MARS, MARSEILLE. Meeting NPA-Alternatifs avec Omar Slaouti.

MARDI 9 MARS, LILLE. Meeting avec Pascale Montel et Olivier Besancenot. RV à 19 heures à la MEP 1, Place Georges-Lyon.

MARDI 9 MARS, TOURS. Meeting avec Yvan Lemaître.

MARDI 9 MARS, BERGERAC. Réunion publique avec Sylvain Jousse. RV à 20h30 Maison des Syndicats.

MERCREDI 10 MARS, PARIS. Meeting régional avec Olivier Besancenot. RV à 20 heures à la Mutualité, 24 rue Saint-Victor (M° Maubert Mutualité).

ÎLE-DE-FRANCE UNE SEMAINE DE CAMPAGNE INTENSIVE

Lancée depuis plusieurs semaines, la campagne francilienne était marquée la semaine du 15 au 19 février par plusieurs interventions et réunions publiques d'Olivier Besancenot, tête de liste régionale, dans cinq départements.

LUNDI 15 FÉVRIER. La semaine de la tête de liste a commencé dans les Yvelines. Une vingtaine de militants accompagné d'Olivier Besancenot et de Fabienne Lauret, la tête de liste départementale, ont diffusé des tracts appelant à la réunion publique du soir aux salariés de Renault Flins, certains répondant chaleureusement « On est avec vous ! »



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Puis direction Poissy La Coudraie (un quartier populaire de 600 logements sociaux d'années 1960) pour une rencontre avec le collectif logement. Mohamed Raghoubi, le porte-parole, remercie Olivier et le NPA de sa nouvelle visite. Il raconte cette lutte emblématique et victorieuse de six années, non seulement contre la démolition de la cité mais aussi, une première en France, pour la mise en place d'un projet alternatif, étudié avec les habitants et des architectes.

En fin d'après-midi, c'est au tour des salariés de Téléperformance à Montigny-le-Bretonneux de dresser le tableau de leur lutte pleine de péripéties de huit mois contre des plans sociaux à répétition et trois récents licenciements disciplinaires (dont deux ont déjà été annulés). Une salariée syndicaliste interviendra le soir.

Pour bien terminer cette journée, une bonne centaine de personnes ont assisté à la réunion publique à Trappes. Six des candidats de la liste y exposaient la situation des inégalités du département marqué par la crise automobile, les atteintes aux services publics, de l'enseignement, les combats de résistance aussi comme ceux des sans-papiers, de France Télécom, etc.

MARDI 16 FÉVRIER. Le lendemain, en Seine-Saint-Denis, Olivier Besancenot participe à une intervention sur le thème des transports. Banderole exigeant la gratuité des transports collectifs, slogans scandés au mégaphone, diffusion de tracts et de faux tickets de métro, les militants du NPA et la tête de liste départementale ne passent pas inaperçus dans le quartier Hoche de Pantin. Lors de la réunion publique, 180 personnes ont pu écouter des interventions en prise avec les mobilisations locales et nationales. Jeff, un des récents expulsés de Bagnolet, raconte notamment comment en quelques minutes, ils ont dû choisir d'emporter quelques affaires avant la destruction hon-



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

teuse de leur habitation, destruction commandée par une mairie « de gauche ». Silence dans la salle. Moussa, travailleur sans papier exploité par Manpower à Montreuil, et Camille, enseignante en lycée à Aubervilliers, candidate sur la liste et gréviste depuis plusieurs jours, illustrent l'actualité des luttes sur le département. Manu

Georget, venu directement de l'usine Phillips de Dreux malgré l'absence de sommeil, raconte les assemblées générales quotidiennes des salariés qui n'entendent pas laisser fermer leur usine. Quant à Cathy Billard, la tête de liste départementale, elle s'en prend directement à cette UMP qui s'est choisie comme représentant départemental un syndicaliste... policier ! Tout un symbole.

MERCREDI 17 FÉVRIER. «Après l'agression d'un élève au sein de l'établissement, nous lutons pour la sécurité, mais ce n'est pas une lutte sécuritaire. Nous avons besoin de personnes formées», déclarait Virginia Rajkumar, enseignante de philosophie au lycée de Thiais, qui ouvrait le meeting départemental dans le Val-de-Marne. «Pour nous la retraite, c'est au mieux à 80 ans» poursuivait Toumani, porte-parole du collectif des sans-papiers de Vitry-sur-Seine. «Nous travaillons depuis des années sans papiers mais nous commençons à cotiser officiellement au moment de notre régularisation. Donc si c'est à 40 ans, il nous reste 40 ans de travail». Ce fut ensuite au tour de Didier Poupardin, médecin à Vitry-sur-Seine poursuivi par la Caisse départementale d'assurance maladie. «Les patients



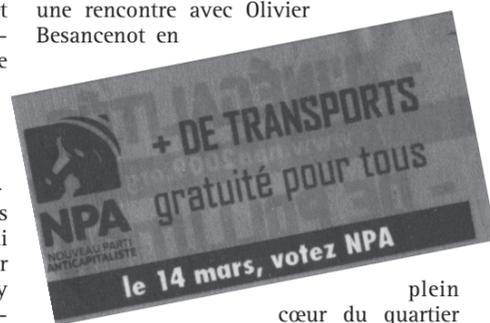
(PHOTOTHÈQUE ROUGE/FP)

souffrant d'affection longue durée ne sont légalement remboursés à 100% que pour les médicaments concernant cette affection.» Mais depuis des années, ce médecin militant a décidé de mettre l'ensemble des médicaments prescrits dans la zone à 100% et la Caisse d'assurance maladie lui réclame plusieurs milliers d'euros en remboursement de ce «manque à gagner». Après des interventions sur la précarité, sur les Roms et celle de la tête de liste départementale Bila Traoré, Olivier Besancenot a conclu le meeting où les luttes étaient décidément à l'honneur.

Les 200 personnes qui s'étaient déplacées en sont sorties confortées dans leur choix de voter NPA et avec un agenda militant rempli pour les prochaines semaines.

JEUDI 18 FÉVRIER. Le département des Hauts-de-Seine ne se résume pas à Neuilly ou à Levallois-Perret, c'est-à-dire Sarkoland. Quelques jours avant la tenue de leur réunion publique ce jeudi, les comités

du département avaient lancé la campagne du NPA à quelques mètres du quartier des licenciés et profiteurs, la Défense, par une rencontre avec Olivier Besancenot en



plein cœur du quartier Pablo-Picasso de Nanterre. Un quartier où perdurent le mal-logement, les transports saturés, l'exploitation des sans-papiers, les établissements scolaires en difficulté et comme partout ailleurs le nombre de chômeurs, de précaires qui ne cessent d'augmenter.

Avec la tête de liste départementale Armelle Pertus, quelques jours plus tard, à donc en lieu la réunion publique départementale avec Olivier Besancenot, à Nanterre dans le quartier populaire des provinces françaises. 140 personnes ont entendu notamment Mina des jeunes du NPA et Laurent, gréviste chez ED. Le débat a porté en vrac sur la lutte dans l'Éducation nationale, les associations locales privées de subventions, les projets d'extension de la Défense (toujours au bénéfice des mêmes) et s'est conclu sur la nécessité de s'organiser. Tout un programme.

VENDREDI 19 FÉVRIER. Enfin, pour clore une semaine bien remplie, Olivier Besancenot est venu passer l'après-midi et la soirée à Garges-lès-Gonesse dans le Val-d'Oise, une des villes les plus pauvres de France dans la

région la plus riche... Guidé par Badia Chouraki, militante associative à Garges et candidate sur la liste NPA du Val-d'Oise et Omar Slaouti, tête de liste départementale, accompagné d'autres militants du NPA mais aussi associatifs et syndicaux, Olivier Besancenot s'est rendu dans le quartier Nord de la ville à la rencontre de la population, pendant qu'un tract sur les transports était distribué à la gare RER, très fréquentée à cette heure.

Environ 130 personnes ont participé dans la soirée à une réunion publique, pour la plupart des habitant(e)s gargeois qui subissent au quotidien la brutalité de la crise du capitalisme et du gouvernement Sarkozy (chômage, précarité, discriminations, démantèlement des services publics, contrôles policiers incessants...). Une assistance chaleureuse et très sensible aux interventions des orateurs, notamment quand elles touchaient à l'antiracisme, à la solidarité avec les sans-papiers, avec le peuple palestinien ou à la défense intransigeante de nos acquis sociaux.

Correspondants



PAKISTAN LA FAILLITE HISTORIQUE DE L'ÉTAT

La guerre d'Afghanistan plonge l'État pakistanais dans l'instabilité et met à nu sa fragilité.



Mai 2009, Obama avec Hamid Karzai et Asif Ali Zardari (DR)

Le Pakistan survivra-t-il à l'épreuve de la guerre d'Afghanistan? Si la question peut se poser, c'est que pour l'essentiel la crise actuelle n'est pas conjoncturelle. Les fondements mêmes de l'État pakistanais, créé en 1947, s'avèrent inconsistants. Pour exiger la partition de l'empire britannique des Indes, au moment de l'accession à l'indépendance, les promoteurs du Pakistan ont invoqué la théorie des «deux nations», identifiées à deux religions: islam et hindouisme. La partition a eu lieu au prix de terribles massacres et de gigantesques déplacements de populations. Le nouvel État indien a refusé la logique religieuse, se définissant laïque et continuant à abriter une importante minorité musulmane. À l'inverse, l'État pakistanais - construction géographique artificielle - a recherché dans l'identité religieuse le ciment de son unité.

Ce projet a radicalement échoué. Premier échec historique: la guerre de 1971. Le Pakistan des origines était composé de deux parties séparées par toute la largeur de l'Inde. L'État était sous le contrôle des élites penjâbis à l'ouest qui ont refusé tout partage du pouvoir, provoquant la révolte des bengalis à l'est. Le pays s'est brisé dans un sanglant conflit, donnant naissance au Pakistan actuel et au Bangladesh. Deuxième échec historique: les conséquences de l'islamisation. De musulman, l'État pakistanais est progressivement devenu islamiste, les lois étant soumises aux exigences des autorités religieuses, de la sharia. Les minorités, notamment chrétiennes, vivent dans une grande insécurité, et les laïques subissent des pressions croissantes. Au sein même de la référence musulmane, l'islamisation a ouvert une véritable guerre de religion oppo-

sant des sectes armées sunnites et chiites, nourrissant la montée de l'intolérance fondamentaliste, le tout conforté par l'Arabie saoudite et le wahhabisme. Troisième échec historique: l'appel à l'unité des musulmans n'a pas amoindri les tensions nationales et régionales. Le Pakistan est un puzzle où les élites penjâbis occupent une position de force (administration, armée). Aucune fraction des classes dominantes n'a présenté de projet fédéral commun au Nord-Ouest pachtoun, au Baloutchistan, au Sind, au Pendjab... Le pays reste une poudrière. Quatrième échec historique: la guerre d'Afghanistan. Pendant plusieurs décennies, la question irrésolue du Cachemire aidant, l'Inde a joué le rôle d'ennemi héréditaire. Aujourd'hui, la frontière «chaude» se trouve à l'ouest et oppose d'anciens alliés (les talibans sont une création des services spéciaux

pakistanais). À nouveau, musulmans contre musulmans. Autant le conflit avec l'Inde offrait une légitimité nationaliste à l'État pakistanais, autant la guerre afghane le mine. L'identification «nation» et «religion» a été un facteur de division et non d'unification. Ainsi, l'État pakistanais apparaît aujourd'hui comme un maillon faible alors qu'il occupe une place décisive dans des tensions géopolitiques qui vont de l'Asie centrale au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud. Washington s'en inquiète. Cependant, l'impérialisme états-unien, par son intervention en Afghanistan et son rapprochement avec l'Inde, contribue lui-même à déstabiliser le Pakistan. Dans une partie du monde marquée par le face-à-face nucléaire indo-pakistanais, les États-Unis jouent le rôle de l'apprenti-sorcier.

Pierre Rousset

NIGER CONTRE COUP D'ÉTAT

Le 18 février, l'armée a renversé le président Mamadou Tandja, qui avait lui-même changé la constitution pour se maintenir au pouvoir.

«**LE CONSEIL** suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD) a agi au nom de l'intérêt supérieur de la nation nigérienne et non pour son propre compte», a assuré le capitaine Harouma Djibrilla Adamou, membre de la junte militaire. C'est donc le 18 février dernier que le Niger a subi son quatrième coup d'État depuis son indépendance en 1960. Ce nouveau coup de force militaire fait suite à une grave crise politique impulsée par le président Mamadou Tandja lui-même. Au pouvoir depuis 1999, son deuxième et ultime mandat devait s'achever le 22 décembre 2009 et ouvrir de nouvelles élections. C'est animé d'une force autoritaire et sous prétexte de vouloir «terminer ses chantiers» qu'il a purement et simplement dissout le Parlement puis la Cour constitutionnelle, obtenu une prolongation de son mandat «pour au moins trois ans» par un simulacre de référendum et ainsi établi une nouvelle constitution. Rien de moins.

Les agissements du président avaient été condamnés par la Communauté internationale et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et qualifiés par beaucoup de coup d'État constitutionnel. Des négociations s'étaient alors engagées sous l'égide de l'ex-président nigérian Abdoulsalami Aboubacar (médiateur de la CEDEAO), entre le gouvernement nigérien et l'opposition, pour trouver une sortie de crise improbable au vu des conditions imposées par le président Tandja qui voulait maintenir la VI^e République (instaurée de façon autoritaire) et la Coordination des forces pour la démocratie et la République (CFDR), exigeant le retour à l'ordre constitutionnel normal.

Ces manœuvres de Tandja pour se maintenir au pouvoir et son entêtement visible à bloquer les négociations avec l'opposition empêchant toute sortie de crise ont fini par irriter une partie de l'armée qui a décidé d'agir en faisant irruption à la présidence où se tenait un conseil des ministres extraordinaire et emmener le président. Dans la foulée, le CSRD, mené par le chef d'escadron Salou Djibo, a annoncé la suspension de la Constitution et dissout le gouvernement. Assurant que le Niger devait devenir un «exemple de démocratie et de bonne gouvernance», le porte-parole de la junte a également fait connaître son intention d'«assainir la situation politique, de réconcilier les Nigériens et d'organiser des élections». Mardi, toujours sans aucune annonce de calendrier, Salou Djibo s'octroyait les pleins pouvoirs pendant la période de transition tout en précisant qu'un Premier ministre serait bientôt nommé et qu'un projet de Constitution était en préparation. Nous le croirons donc sur parole!

Même si l'Union européenne et l'Union africaine condamnent cette prise de pouvoir par les armes (trois morts et une dizaine de blessés) et demandent un «retour rapide à l'ordre constitutionnel», certains observateurs considèrent ce putsch comme une possibilité de mettre fin à une dérive autoritaire et personne n'a encore osé demander le retour du président Tandja.

Les cartes sont maintenant entre les mains des militaires qui ont pour l'instant le peuple nigérien avec eux. Si le but du coup d'État était de débarrasser le pays de la dictature, qu'ils aillent jusqu'au bout et qu'ils ne se laissent pas atteindre par le vertige du pouvoir comme en Guinée, au Tchad, au Togo... Confrontés à une famine qui s'annonce, à l'abandon des populations locales (notamment touarègues) et à la malédiction que représentent ses riches sous-sols, le Niger doit profiter de ce retournement de situation. Pour cela, il faut le laisser faire et abandonner définitivement le discours manichéen du silence ou de l'ingérence.

Isabel Ferreira

et aussi

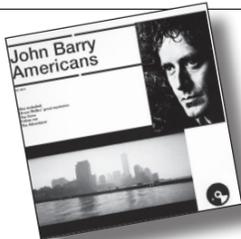
SOLIDAIRES DU HONDURAS. Vendredi 19 février, des organisations s'étaient donné rendez-vous près de l'ambassade du Honduras pour dénoncer la situation actuelle de ce pays. Alerte Honduras, France Amérique latine, le MRAP, le NPA, le PG, le PCF, etc. ont dénoncé les États-Unis, qui après avoir aidé les putschistes, ont légitimé le coup d'État et reconnu le président Porfirio Lobo, «élu» avec moins de 40% de participation, à la tête d'un gouvernement qui continue de persécuter les opposants politiques, cautionne la torture et les assassinats. Le 3 février, la syndicaliste et dirigeante du Front national de résistance du Honduras Alessandra Alonso a été trouvée morte. Fidèles à leur tactique guerrière et militariste, les États-Unis n'ont aucune intention de retirer leur base militaire du Honduras, ni les quatorze autres éparpillées en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les intérêts de l'Union européenne sur le Honduras ont également été critiqués: la France, l'État espagnol, l'Italie et l'Allemagne sont

déjà rentrés en négociations avec ce nouvel «élu». Afin de consolider leurs rapports en vue de l'adoption des Accords de libre commerce avec le Honduras, ils sont en train de préparer le terrain pour le sommet de l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes, en mai, à Madrid, dont les principaux ingrédients consistent à permettre aux multinationales de piller les ressources naturelles en dévastant la biodiversité, en imposant le déplacement de communautés entières, en les appauvrissant, en épuisant les ressources en eau, en privatisant les services publics... Les organisations ont exprimé leur détermination à participer au forum alternatif en mai à Madrid afin de créer de nouvelles solidarités.

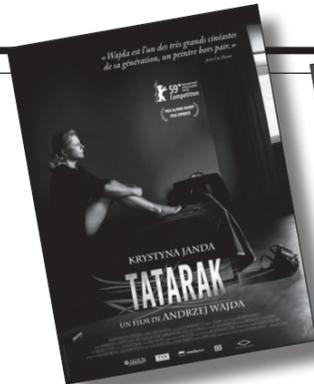


<http://culture-npa.exprimetoi.net/>

Depuis peu, les militants NPA de la commission culture se sont dotés d'un nouvel outil ! Parce qu'il est urgent d'agir et d'échanger sur les moyens que l'on met en œuvre pour préserver nos espaces et nos projets culturels, cette commission a décidé de s'ouvrir à tous les militants du NPA pour faire émerger une réflexion d'ensemble sur ces questions essentielles. Plusieurs catégories du forum sont présentées pour couvrir les différents domaines culturels. Que vous soyez salarié, intermittent, artiste ou simple passionné de la culture, ce forum vous ouvre ses portes, car le travail à faire dans ce domaine ne peut plus être remis à plus tard ! N'hésitez pas à réagir, proposer, discuter avec les autres membres, ce forum sera ce que vous en ferez ! À quelques mois du congrès, les questions culturelles doivent être prises en compte et des réflexions doivent être engagées autour de la place de la culture, de la problématique des droits d'auteur et de la propriété intellectuelle... Apportez votre pierre en contribuant sur ce forum aux côtés d'autres militants.



MUSIQUES AMERICANS/John Barry/ UNIVERSAL JAZZ MUSIC
John Barry est surtout connu comme compositeur de musique de films. Tout le monde connaît sa version du thème de *James Bond* et bien sûr, le générique de la série *Amicalement vôtre*, entrée depuis longtemps dans le patrimoine télévisuel. Mais s'il a su à merveille mettre son talent de mélodiste au service de la vision d'un réalisateur (*Macadam Cowboy* par exemple), il n'a jamais abandonné totalement ses premiers rêves de musicien de jazz. Il publie ainsi ce disque «solo» en 1976 qui forme à la fois la BO d'une histoire imaginaire et un recueil d'impressions de voyage d'un anglais à travers les États-Unis, de Manhattan au Pacifique. Lyriques et très personnels à la fois, ces dix morceaux constituent une sorte de condensé du meilleur de cet artiste prolifique, qui survole les années 1970 comme un âge d'or tant musical que cinématographique.
King Martov



CINÉMA TATARAK/Andrzej Wajda
Wajda (83 ans) a réussi, dans les années 1950-1960, à être l'un des cinéastes polonais majeurs, internationalement reconnu, donc admis par le régime, sans cesser d'être un solide opposant. Paradoxe qu'on a parfois trouvé ailleurs (dans le Brésil de la dictature ou dans l'Iran actuel...). Dans ce film hanté par la mort, il utilise la structure du «film dans le film» : il se met en scène, tournant un film, où l'actrice principale, veuve récente, est réticente... La lumière évoque le peintre Hopper, l'histoire vient d'un grand écrivain polonais, Iwaszkiewicz. Wajda a réussi une œuvre sombre et pathétique, à la fois séduisante et difficile. Si votre truc, c'est la comédie de boulevard, n'y allez pas.
Paul Louis Thirard



BD LUTTE MAJEURE/Céka, Borris/CASTERMAN/ 15 EUROS
9 août 1942 : dans la ville de Leningrad assiégée par l'armée nazie, retentissent les notes de la 7^e Symphonie de Chostakovitch. Le siège de Leningrad a duré 900 jours, de 1941 à 1944, et il a fait 1,8 million de morts sans que la ville ne tombe. Ce concert apparaît donc bien sûr dérisoire face au poids de la guerre : il résulte pourtant d'une volonté politique de Staline, qui voulait ainsi de façon symbolique signifier la résistance de la ville. La symphonie a été directement composée par Chostakovitch, et Staline a expédié à Leningrad musiciens et instruments, afin de mener à son terme ce projet fou. Sous forme de fiction avec des personnages à tête d'animaux, les auteurs retracent ce moment durant lequel l'ut majeur de la symphonie a rejoint la lutte majeure de la Deuxième Guerre mondiale.
Sylvain Pattieu



BD HÉLAS/Spiessert, Bourhis/DUPUIS/ 14,90 EUROS
Dans un décor de Paris en 1910, très Troisième République et Belle époque, les auteurs imaginent un monde dominé par les animaux dans lequel les hommes représentent une espèce quasiment disparue. Une telle rareté est la porte ouverte à tous les trafics et une jeune humaine et son frère, dont les parents ont été tués par des chasseurs, sont ballottés de propriétaire en propriétaire aux visées plus ou moins avouables. Seuls une jeune scientifique et un reporter, tous les deux des cochons, défendent les humains et leur prêtent une conscience et un langage. Dans une capitale touchée par l'inondation du siècle, ils ont fort à faire pour sauver leurs protégés. Un récit plein d'humour noir, entre *La Planète des singes* et *Rouletabille*.
S. P.

PRESSE UN VOILE MÉDIATIQUE

Rarement le NPA aura été au centre d'une tempête médiatique aussi puissante : tous les grands médias ou presque, trouvant là une question à leur mesure, se sont dressées contre ce prétendu outrage à la « République ».

Alors que les médias déversaient encore les images des décombres d'Haïti et s'indignaient de prétendus « pillages » pour mieux légitimer l'intervention militaire « occidentale », c'est le 2 février que le « scoop » du *Figaro* sort. Ilhem Moussaïd, militante « voilée », sera sur une liste du NPA pour les élections régionales. Dès lors, toute la presse s'empare de l'affaire. Les « éditocrates », ces journalistes de cour qui – de radios en télé et de tribunes en billets d'humeur – prêchent la bonne parole gouvernementale et patronale, sont les fers de lance de cet emballement médiatique. C'est Zemmour qui dégage le premier sur RTL. Dans un éditobrièvement intitulé *Besancenot connaît-il Lénine ?*, il s'en prend à Olivier Besancenot qui a manifesté « au milieu d'une forêt de barbus et de voiles » lors du blocus de Gaza et qui « flirte avec Tariq Ramadan, avec les salafistes les plus rigistes (sic) ». Pour lui, le NPA ne tente rien de moins que d'« arracher [les jeunes de banlieue] à l'influence des barbus et en faire de la nouvelle chair à canon de la Révolution ». Puis c'est au tour de Thomas Legrand sur France Inter et de Bernard-Henry Lévy dans *Le Point* d'attiser, à grands coups d'amalgames haineux, cette frénésie islamophobe qui flatte le pouvoir en place. Sarkozy ne s'était-il pas lui-même indigné en 2007 du « trop grand nombre de musulmans présents en Europe », sans que la presse s'en fasse l'écho ? Le 6 février, Caroline Fourest – essayiste mettant les armes du féminisme au service d'une islamophobie galopante³ – signe un papier d'une grande violence dans *Le Monde*. Elle prétend ainsi voir une continuité directe entre cette « affaire » et la tolérance dont auraient fait preuve, en 1976, les « camarades gauchistes » devant un « viol commis par un 'camarade' immigré ». On appréciera d'ailleurs l'esprit de pluralisme qui règne au *Monde* puisque, quelques

jours plus tôt, c'était une autre (longue) tribune qui était publiée par Frédéric Bourgade. Proche du NPA, celui-ci prêtait à Ilhem Moussaïd des intentions « différentielistes » et craignait que « son anticapitalisme ne soit que le rejet d'une identité occidentale ». Si cette dernière tribune montre que le débat n'est pas tranché au sein du NPA, ce n'est que le 20 février, après les nombreux courriers de lecteurs reçus⁴, que *Le Monde* publie enfin des points de vue contradictoires, dont certains de militants ou proches du NPA. Le débat est rééquilibré, mais quinze jours après le début de « l'affaire ». Sans parler de *Marianne*, journal prompt à pointer les menaces que feraient peser « l'islam » sur la « République » et la laïcité, *l'Humanité* n'est pas en reste. Oubliant sans doute que le PCF compte, à Échirolles, une conseillère municipale voilée, Mina Kaci dénonce ainsi le « paternalisme dans cette volonté de cantonner toutes [les femmes voilées] dans un rôle de soumission à Dieu » et pense que le NPA a trouvé ici « un moyen de capter l'attention ». Pour elle, « qu'importe l'instrumentalisation, pourvu que le NPA se replace sous les projecteurs de l'actualité ». Une fois n'est pas coutume, seul *Libération* a proposé à ses lecteurs un traitement de cette question à distance des raccourcis et des amalgames. L'islamophobie, cette peur irrationnelle d'une religion qui vient justifier les traitements stigmatisants et discriminatoires dont sont victimes les musulmans (ou présumés tels) dans la société française, n'est donc pas seulement une construction politique mais aussi une production médiatique. Que des avis opposés à ceux du NPA – qui lui-même est divisé sur la question – s'expriment dans les médias, il n'y a là rien qui doive surprendre ou choquer ; mais que ces points de vue convergent vers un discours médiatique quasi-unifié, faisant écho à l'unité de la classe politique, voilà qui mérite

d'être pris en considération. Pour peu qu'on y prête attention et sans tomber dans une quelconque « théorie du complot », on doit ainsi voir dans cette (nouvelle) « affaire » du voile – et dans ce climat nauséabond d'unité nationale – non pas le signe d'une détestation générale du NPA, mais la preuve d'une contribution spécifique des grands médias à l'invention contemporaine d'un « péril musulman ».
Léo Carvalho et Julien Sergère

1. M. Chollet, O. Cyran, S. Fontenelle & M. Reymond, *Les Éditocrates*, La Découverte, 2009.
2. <http://vivelefeu.20minutes-blogs.fr/archive/2007/11/15/trop-de-musulmans-dit-il.html>
3. Voir l'article publié dans *Le Monde* par des universitaires en réaction à un ouvrage de C. Fourest : *Les lauriers de l'obscurantisme* - <http://www.sectes-infos.net/laicite-30.htm>
4. Courrier de la médiatrice du *Monde* http://www.lemonde.fr/opinions/article/2010/02/19/voile-ou-foulard-par-veronique-maurus_1308488_3232.html

LE NOUVEAU DÉFI DE BESANCENOT





Droit au logement bafoué, DES ENFANTS EN MEURENT

Dimanche 7 février, deux enfants sont morts dans l'incendie de leur cabane précaire située sur le terrain de la voie du Bouvray, à Orly. Francesca, 15 mois, était née sur le terrain d'Orly. Stéfan, 3 ans, n'ira plus à l'école maternelle qu'il fréquentait depuis le mois de septembre pour la plus grande fierté de ses parents. Depuis septembre 2008, ces familles installées à Orly, malgré de nouvelles menaces d'expulsions, essayaient de construire des perspectives d'avenir. C'est l'horreur qui s'est installée, et un chagrin immense... Il n'est pas acceptable que, malgré ces drames réguliers (Bobigny, Lyon, Montreuil, etc.), les pouvoirs publics refusent encore de reloger ces familles et les maintiennent dans une

précarité dangereuse et indigne. Jeudi 18 février, une marche silencieuse a réuni 200 personnes pour rendre hommage aux enfants et rappeler la lutte des roms pour l'obtention des droits au séjour, au travail, à la santé, à l'éducation, au logement. Ces quatre familles d'Orly, dans le deuil, seront relogées... mais à quel prix ! En France, 20 000 roms, venant de Roumanie pour la plupart, vivent depuis plus de dix ans en grande précarité et subissent les expulsions et violences policières dans l'indifférence, malgré quelques projets associatifs soutenus par de trop rares collectivités territoriales, dont le collectif national Romeurope : www.romeurope.org



Orly, le 18 février. Marche silencieuse organisée par le collectif Romeurope 94. Le papa des deux enfants décédés et une partie de la famille tiennent la banderole avec des militants. (DAVID DELAPORTE)

UNIVAR BÉZIERS EN GRÈVE. Univar emploie 3 500 salariés dans le monde dont 28 à Béziers. Lors du dernier comité d'entreprise, la direction du groupe a annoncé la suppression de dix postes (la totalité du personnel administratif). Univar distribue des produits chimiques pour le traitement des eaux, cette demande est donc constante et fortement liée à la démographie pas vraiment en baisse dans la région. La fermeture totale du site biterrois n'est donc justifiée que par des raisons de rentabilité. Univar emploie 1 700 personnes en Europe et la société réalise un chiffre d'affaires de 9,7 milliards d'euros. Face à ce scandale, les salariés ont décidé de se mettre en grève totale et illimitée à partir du 19 février. Le NPA leur apporte sa totale solidarité.

FEMMES DE MINEURS EN COLÈRE. L'obsession gouvernementale de la remise en cause des acquis sociaux ne comporte aucune limite. Ainsi, depuis le 31 décembre 2009, un décret signé par François Fillon supprime le remboursement des frais de transports de soins des veuves et femmes de mineurs retraités. D'un trait de plume, un acquis de 1946 est mis au rencard sans aucune considération pour ces anciens travailleurs et leurs familles. Mais les veuves et femmes de mineurs n'entendent pas se laisser faire. Sur l'initiative du Collectif régional CGT des veuves et femmes de retraités des mines de Lorraine et avec le soutien de la CGT des mines, 150 d'entre elles ont envahi la Caisse régionale de la Sécurité des mines de l'Est, le 16 février, à Metz. Elles sont venues exiger le retrait du décret et ont été reçues par le directeur général de l'institution. La colère était palpable et légitime parmi ces femmes qui n'hésiteront pas à redescendre dans la rue pour obtenir gain de cause.

LIBÉREZ ROUILLAN ET CIPRIANI ! À l'appel du collectif de soutien aux prisonniers d'Action Directe *Ne laissons pas faire*, du NPA et de collectifs libertaires et autonomes, une centaine de manifestants s'étaient retrouvés samedi 20 février devant la prison de Fresnes dans le Val-de-Marne. D'autres rassemblements se tenaient simultanément à Toulouse et à Bordeaux, la date retenue étant celle de l'arrestation des deux militants il y a 23 ans. La manifestation improvisée recueillait un franc succès auprès des prisonniers. Une clameur montant des cellules répondait aux slogans du dehors. Certains manifestants étaient venus de Belgique et d'Allemagne pour apporter leur soutien internationaliste. Rouillan est actuellement détenu au Centre national d'observation Fresnes pour y subir des interrogatoires de psychiatres et de responsables de l'administration pénitentiaire afin de pouvoir déposer une nouvelle demande de libération conditionnelle. À suivre...

LE CHIFFRE

6 milliards de dollars

C'est le coût de l'organisation des Jeux olympiques de Vancouver. Une somme qui sert moins à célébrer la paix mondiale à travers le sport que la religion du fric incarnée par des sponsors aussi humanistes que Coca-Cola ou General Motors... Le tout relayé par des médias trop excités à l'idée de compter les médailles de leurs patries respectives pour évoquer le coût écologique et social de ces JO que l'on prétendait peindre en vert : bois rasés, terres spoliées aux populations indiennes, neige apportée par camions, etc.

NON À L'EXPULSION DE NAJLAE ! Najlae, 19 ans, lycéenne à Olivet (Loiret) a été expulsée le 20 février vers le Maroc, alors qu'elle s'était rendue au commissariat pour porter plainte contre les violences physiques infligées par son propre frère. Najlae a quitté le Maroc à l'âge de 14 ans car son père voulait la marier. Elle s'est alors installée chez son frère, en France, où elle poursuit sa scolarité. Mais son frère la bat, de façon régulière. Le 19 février, elle se rend à la gendarmerie pour porter plainte. Les gendarmes n'enregistrent pas celle-ci, mais placent Najlae en garde à vue pour défaut de titre de séjour. En fin de soirée elle est conduite en rétention, et embarquée le lendemain matin pour le Maroc, où elle est destinée à être mariée contre son gré à un cousin ! La lutte contre les violences faites aux femmes, « grande cause nationale 2010 » ?

DÉLATION AU FACIÈS. « Ces dernières semaines des soucis ont été rencontrés avec des Roumains. En effet, de nombreux vols de bagages ont été constatés. Nous vous demandons de redoubler de vigilance. Par ailleurs, tous les faits de Roumains doivent être signalés ». Cela n'est pas une directive datant de 1940, mais une demande affichée fin janvier à l'adresse des contrôleurs SNCF dans certains TER de Midi-Pyrénées. Les cheminots, les syndicats et des associations anti-racistes se sont aussitôt insurgés de cette demande digne du régime de Vichy et ont interpellé la direction de la SNCF. Celle-ci évoque une initiative personnelle, mais les syndicats SUD-Rail et Solidaires réclament des sanctions sans appel. Le pseudo-débat sur l'identité nationale semble avoir décomplexé certains réflexes racistes et fait tomber quelques masques. Au fond, n'était-ce pas son objectif ?

NO COMMENT
Elle dirige de façon dictatoriale. C'est une dictature du prolétariat, certes, mais une dictature quand même. Et je vous rappelle que le nazisme était aussi une dictature du prolétariat !
JEAN-FRANÇOIS DOUARD, MAIRE DE LAGORD, À PROPOS DE SÉGOLÈNE ROYAL

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr